



HAL
open science

Master Études du développement

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Études du développement. 2018, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. hceres-02029438

HAL Id: hceres-02029438

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02029438v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Évaluation des formations

RAPPORT D'ÉVALUATION
Champ de formations Économie
Champ de formations Études du développement

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2017-2018
VAGUE D

Rapport publié le 21/06/2018



Pour le Hcéres¹ :

Michel Cosnard, Président

Au nom du comité d'experts² :

Alain Sauviat, Président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014 :

¹ Le président du Hcéres "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5) ;

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2).

ÉVALUATION RÉALISÉE EN 2017-2018 SUR LA BASE DE DOSSIERS DÉPOSÉS LE 21 SEPTEMBRE 2017

En ce qui concerne les masters, l'évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

PRÉSENTATION

Le champ *Économie* de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (UP1PS) regroupe selon les dossiers de formation déposés par l'établissement une mention de licence éponyme offrant sept parcours spécifiques et huit mentions de master : - *Analyse et politique économiques*, - *Monnaie, banque, finance, assurance*, - *Économie internationale*, - *Économétrie, statistiques*, - *Économie du développement*, - *Sciences économiques et sociales*, - *Économie*, - *Économie appliquée*, constitutives d'une vingtaine de parcours identifiés dès la première année de master (M1) ou uniquement en seconde année (M2). Le dossier champ déposé par l'UP1PS énumère trois autres mentions de master : - *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) Premier degré*, - *MEEF Second degré*, - *Risques et environnement*. Ces mentions sont en fait déclarées dans un champ MEEF de l'Université Paris-Sorbonne pour les deux premières et dans le champ *Géographie* de l'UP1PS pour la troisième et ne sont donc pas l'objet d'une évaluation dans ce rapport.

Le champ *Études du développement* ne contient qu'une mention de master éponyme offrant six parcours dont deux dépendent du domaine *Droit, économie, gestion* et quatre du domaine *Sciences humaines et sociales*.

Ces deux champs rassemblent des formations dont l'objectif est principalement de préparer les étudiants aux emplois du domaine tertiaire, dans le secteur public, parapublic ou privé, en privilégiant l'acquisition de connaissances et de compétences en économie et dans des disciplines connexes afin de pouvoir exercer des métiers à responsabilité dans de nombreuses fonctions nécessaires au sein des entreprises ou des organisations de la sphère marchande ou non marchande, y compris des métiers d'enseignants et d'enseignants-chercheurs. Les formations visent à couvrir une grande diversité de besoins socio-économiques à l'échelle locale, nationale ou internationale. Les formations du champ *Économie* sont dans un périmètre disciplinairement délimité mais professionnellement large, compte tenu du nombre et de la diversité de ses parcours de master, celles du champ *Études du développement* répondent à des objectifs professionnels plus ciblés liés aux métiers de la coopération internationale mais dans une démarche scientifique davantage pluridisciplinaire au sein des sciences sociales.

Les formations du champ *Économie* dépendent de l'unité de formation et de recherche (UFR) d'Économie de l'UP1PS récemment renommée École d'économie de la Sorbonne (EES). Elles se déroulent sur plusieurs sites parisiens : Centre Panthéon, Centre Sorbonne, Centre Pierre Mendès France, Maison des sciences économiques. Elles sont adossées à un ou plusieurs des trois laboratoires de recherche de l'EES : le Centre d'économie de la Sorbonne (CES) unité mixte de recherche (UMR) 8174 du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris Jourdan sciences économiques (PJS) UMR 8545 et Philosophie, histoire et analyse des représentations économiques (Phare) équipe d'accueil 7418. Les formations du champ *Études du développement* sont portées par l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES) implanté sur le Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris et sont adossées à l'UMR 201 Développement et sociétés.

AVIS GLOBAL

Le champ *Économie* regroupe sans aucun doute un ensemble de formations contribuant à faire de l'École d'économie de la Sorbonne (EES), nouveau nom de l'UFR d'Économie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, un pôle de tout premier rang dans le domaine de l'économie à l'échelle nationale mais aussi internationale, comme en témoignent le grand nombre de diplômés délocalisés ou la participation à un master *Erasmus Mundus* sur la thématique du développement durable. L'excellence des centres de recherche auxquels sont rattachés la grande majorité des enseignants-chercheurs qui pilotent ou interviennent dans les formations du champ est l'élément-clé assurant un ancrage de très haut niveau pour les différentes mentions de master et pour la licence qui les précède. Bien évidemment, le champ bénéficie

également de l'environnement très favorable que constituent le biotope parisien et la Région Île-de-France en termes de dynamisme économique et démographique. C'est également vrai du Champ *Études du développement* qui peut bénéficier du soutien d'institutions nationales et internationales, publiques et privées, dans le domaine de la coopération internationale. Néanmoins, et c'est le plus flagrant pour les masters du champ *Économie*, les dossiers de formation simplifiés soumis à l'expertise du Hcéres ne permettent pas d'apprécier précisément comment l'environnement recherche et l'environnement socio-économique contribuent à la finalité, à l'organisation et aux résultats des formations, et particulièrement en ce qui concerne l'insertion professionnelle des diplômés. On ne peut également guère juger de l'inscription des deux champs dans la politique de l'établissement faute de connaître les dispositifs transversaux à l'UP1PS qui s'y appliqueraient, sachant que le périmètre des champs *Économie* et *Études du développement* recoupe en fait celui des UFR c'est-à-dire, respectivement celui de l'EES et celui de l'IEDES. C'est donc une logique disciplinaire qui assure la cohésion du champ *Économie* et de ses neuf mentions évaluées, celle même qui façonne l'identité forte de l'EES, et une logique plus thématique et multidisciplinaire qui assure la cohérence du champ *Études du développement* et de sa mention unique, caractérisée par un objet et d'une démarche scientifique transversale constituant la raison d'être de l'IEDES. Cependant, au sein même du champ *Économie*, il semble que la structuration des masters soit davantage liée à la différenciation des approches scientifiques parmi les chercheurs en économie de l'EES qu'à une réponse à des besoins spécifiques de formation préalablement identifiés. Il n'est pas possible en l'état actuel des informations disponibles d'apprécier la réalité du potentiel de mutualisations entre les formations du champ *Économie*, au-delà de l'existence de tronc communs en M1 au sein de certaines mentions de master. Il est en outre trop tôt pour déterminer si la charte adoptée par l'EES relative aux principes de gouvernance des masters, conduira ou non à une coordination effective entre l'ensemble de ces formations. Compte tenu de l'étroitesse du champ *Études du développement* défini par l'UP1PS, la coordination au sein de ce champ ne concerne que celle des parcours d'un unique master. Cette coordination nécessairement plus aisée semble effective et reposer sur des instances pédagogiques clairement définies.

ANALYSE DÉTAILLÉE

Le choix de l'établissement, en accord avec la direction du Hcéres, de transmettre seulement des fiches AOF (architecture de l'offre de formation) limite le processus d'évaluation et prive les membres du comité d'informations indispensables qui auraient dû alimenter leurs expertises. Les contradictions entre les différents documents déposés en ce qui concerne la cartographie du Champ *Économie* ou l'intitulé précis de certaines formations témoignent d'approximations étonnantes dans le cadre de cette évaluation. L'absence de bilan dressé sur la période contractuelle précédente, de travail d'autoévaluation des modalités de fonctionnement et d'analyse des performances atteintes à l'échelle fine des formations ne permet donc pas au Hcéres de jouer pleinement son rôle d'évaluateur.

Les deux champs *Économie* et *Études du développement* couvrent un large éventail des domaines de l'analyse économique et des métiers que pourra exercer un économiste au sein des entreprises ou des organisations, dans le secteur privé ou public, ainsi que les carrières auxquelles il peut prétendre dans le monde académique. Ils s'adressent pour l'essentiel à un public en formation initiale à plein-temps, parfois en formation continue et très peu souvent en alternance. Il n'y a en outre aucune licence professionnelle au sein de ces deux champs. Les parcours de masters sont à finalité professionnelle ou indifférenciée, seul quatre s'affichent comme des parcours explicitement recherche. Dans l'ensemble, les objectifs professionnels et les compétences attendues des différentes formations sont clairement exposés, en dépit des lacunes que présentent la plupart des dossiers dans la description des enseignements. Les métiers et les emplois visés sont cohérents avec l'intitulé des mentions ou de leurs déclinaisons en parcours, même s'il existe des redondances à la marge. Les fiches RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles) décrivent bien les formations en termes de compétences et débouchés, justifient l'existence des différentes mentions et, en leur sein, des divers parcours de master. En revanche, on ne dispose pas d'éléments qui permettraient de juger la réalité de la nature des débouchés professionnels ou l'importance des poursuites d'études en doctorat. Il n'y a également pas d'information sur les éventuelles passerelles entre les formations offertes dans le même champ ou entre les deux champs pour ce qui concerne le domaine du développement. Les mentions tournées vers l'économie internationale ou l'économie du développement proposent des formations délocalisées à l'étranger en cohérence avec leur orientation générale. Malheureusement, le contenu des dossiers ne permet pas de juger des finalités qui seraient propres à ces délocalisations.

Le positionnement du champ *Économie* au sein de l'UP1PS n'est pas argumenté et celui de ses formations dans un environnement régional hautement concurrentiel non plus. Font cependant exception quelques dossiers plus deserts. La licence *Économie* affiche sa différenciation à l'échelle régionale en n'étant pas associée à la gestion, le master *Économie* signale la spécificité de son parcours *Économie et psychologie*, le master *Économie appliquée* l'originalité en Île-de-France de son parcours *Économie de l'aménagement et du développement local*. Le positionnement du champ *Études du développement* est bien mieux étayé et

montre de manière convaincante comment le master s'insère dans sa démarche multidisciplinaire au sein de l'UP1PS et à l'échelle nationale, voire internationale. L'environnement recherche est quant à lui souligné pour la quasi-totalité des formations des deux champs par l'indication des laboratoires auxquels appartiennent les enseignants-chercheurs membres des équipes pédagogiques. Les centres de recherche de l'UP1PS cités sont incontestablement d'un niveau excellent, mais il n'y a aucune précision sur la nature exacte des liens et des interactions entre les formations et la recherche, hormis en ce qui concerne les séminaires de découverte de la recherche mis en place au sein de la licence *Économie*. De même, il est évident que la place de l'UP1PS au cœur de la ville capitale et de sa région lui confère des atouts indéniables dans l'articulation de ses formations avec un environnement socio-économique extrêmement dynamique et diversifié. Pourtant, il ne figure dans les dossiers, et encore pas dans tous, que des listes d'intervenants professionnels et des listes de partenariats (entreprises privées, organisations publiques...) sans que ne soient jamais explicités les motivations, les modalités et les apports effectifs des collaborations et des soutiens permis par ce biotope extrêmement favorable.

Le caractère simplifié des dossiers ne permet pas non plus d'avoir une lecture satisfaisante de l'organisation pédagogique mise en place dans les différentes formations même si on peut observer une grande différence dans ce domaine entre la licence *Économie* et les formations de master. L'organisation de la licence *Économie* permet une spécialisation progressive, en s'adaptant aux différents profils d'étudiants entrants, en offrant des doubles licences sur un panel large de disciplines, en proposant un parcours Magistère en troisième année et des parcours permettant d'intégrer des étudiants issus de classes préparatoires aux grandes écoles. Parallèlement à ces parcours d'excellence, sont également mises en œuvre des aides spécifiques aux étudiants en difficulté en début de cycle et des dispositifs de réorientation. Les masters offrent un visage très différent. Deux types d'organisation coexistent : les mentions à parcours unique, par construction cohérents (*Analyse et politique économiques* ainsi que *Économie*, parcours *Économie et psychologie* qui prévoit des enseignements différenciés selon la formation d'origine des étudiants de M1) et les mentions proposant plusieurs parcours (mention *Monnaie, banque, finance, assurance*, mention *Économie internationale*, mention *Sciences économiques et sociales*). Dans ce second cas, l'architecture correspond à la perpétuation d'une logique non-intégrée (tronc commun sans pré-spécialisation en première année de master et M2 totalement différenciés), à l'exemple de la mention *Sciences économiques et sociales*, qui accueille parallèlement aux préparations à l'agrégation d'autres parcours sans grande cohérence. La grande hétérogénéité des parcours attachés à certaines mentions rend alors sceptique sur la totale adéquation des enseignements communs de première année avec les objectifs visés.

La professionnalisation est un objectif affiché dès la première année de licence à travers des conférences métiers qu'on ne peut cependant réellement assimiler à des ateliers dédiés à la construction du projet professionnel de l'étudiant. Les stages n'apparaissent qu'en troisième année de licence où ils ne sont qu'optionnels et faiblement sollicités, ils sont généralisés dans les M2. La place de la professionnalisation en master est hétérogène et globalement peu décrite et analysée. Elle semble particulièrement faible pour les mentions *Analyse et politique économiques*, et *Économie*, et plus soutenue dans la mention *Commerce international*.

La part accordée aux innovations pédagogiques et au numérique est faiblement documentée, à l'exception d'une attention particulière en licence. L'enseignement des langues étrangères est présent tout au long des cursus de licence et master. Dans certains cas, certains enseignements disciplinaires (voire l'intégralité concernant le parcours *Analyse et politique économiques*) sont réalisés en anglais, sans que malheureusement on puisse juger de l'effet de ce choix pédagogique sur l'attractivité entrante d'étudiants internationaux de haut niveau ou sur la mobilité sortante des étudiants locaux. Il en est de même des partenariats internationaux, nombreux, mais dont on ne perçoit pas clairement les finalités et les impacts, voire l'intégration dans l'organisation pédagogique lorsque des parcours sont communs à plusieurs universités.

Le pilotage des formations doit être évalué différemment selon qu'il concerne les niveaux de licence ou de master. S'agissant d'une formation aux effectifs considérables et à l'architecture complexe, la licence *Économie* dispose d'une structure de pilotage complète et originale, avec une équipe de coordination dont les membres se répartissent les différentes missions selon une grille précise et avec des responsables de parcours clairement identifiés. Un conseil de perfectionnement existe, mais ses attributions ne semblent pas aller au-delà de l'examen des réponses des étudiants à l'évaluation des enseignements, dont on ne sait pas si elle va jusqu'à l'évaluation individuelle de chaque enseignement. Les différents dispositifs d'aide à la réussite remplissent leur rôle avec des taux de réussite relativement élevés tandis que les réorientations font l'objet d'un examen par un comité de réorientation qui se réunit à l'issue du premier semestre. Les masters semblent présenter un pilotage beaucoup plus flou, une caractéristique aggravée par la nature simplifiée de la plupart des dossiers. Si la charte de gouvernance de l'université a, semble-t-il, généralisé la création de conseils de perfectionnement pour chaque mention de master, on n'en connaît pas les prérogatives et attributions, tandis que d'autres instances coexistent, comme un conseil de l'enseignement et de la recherche (*Études du développement*), ou un comité de réflexion avec les élus étudiants (*Sciences économiques et sociales*).

Quant à la composition des équipes pédagogiques, elle n'est pas toujours détaillée, notamment en ce qui concerne la participation effective des enseignants professionnels qui apparaît même inexistante dans le master *Analyse et politique économiques* et dans le master *Économie*. L'absence d'information même parcellaire sur l'attractivité des formations, les profils (nationaux et internationaux) entrants, sur les débouchés sous forme d'insertion professionnelle ou de poursuite en doctorat ne permet pas d'estimer la qualité de ces éléments.

Quels que soient les moyens employés, c'est à l'aune des résultats obtenus que l'on doit mesurer l'efficacité réelle d'un parcours diplômant. Malheureusement, c'est dans ce domaine que les dossiers déposés pénalisent le plus lourdement l'évaluation des formations. Le dossier de la licence *Économie* est cependant celui le mieux renseigné. Au vu des effectifs d'étudiants inscrits, plus d'un millier, et de leur évolution, la licence *Économie* doit ainsi être considérée comme fortement attractive. L'origine des étudiants est bien analysée à partir des données APB (admission post bac) : plus de 50 % des étudiants sont parisiens et plus de 30 % sont originaires des autres départements franciliens. Les taux de réussite sont corrects (surtout en troisième année de licence - L3) : entre 50 % et 54 % en première année (L1), entre 64 % et 77 % en deuxième année (L2) et entre 78 % et 86 % en L3. Le dossier de la licence *Économie* montre l'effectivité de la poursuite d'études en master, pour environ les trois quarts des diplômés au sein de l'UP1PS et très majoritairement dans les masters de l'EES. Cela traduit une très bonne articulation entre le niveau licence et le niveau master. Même si seules quelques données ponctuelles permettent d'apprécier les effectifs de masters, lorsque c'est le cas, la taille des promotions est tout à fait satisfaisante. Le dossier du master *Analyse et politique économiques* mentionne environ 60 étudiants en M1 et 100 en M2 par an et un chiffre équivalent de diplômés... Le master *Monnaie, banque, finance, assurance* accueille en moyenne 150 étudiants en M1, et en M2, entre 15 et 20 étudiants dans chacun de ses deux parcours recherche, mais on ne sait rien du nombre d'inscrits dans les parcours professionnels ; les effectifs du master *Économie internationale* ne sont indiqués que pour certains de ses quatre parcours sans information sur les taux de réussite. En moyenne, 30 à 40 étudiants obtiennent le master *Économie*. Aucune information n'est communiquée en matière d'effectifs pour les autres masters du champ *Économie*. Le master *Études du développement* peut être lui jugé comme attractif en raison du nombre conséquent de demandes et de l'accroissement des candidatures étrangères, mais rien n'est dit sur les taux de réussite.

De façon encore bien plus regrettable, il n'y a dans les dossiers quasiment aucune donnée quantitative, *a fortiori* aucune analyse qualitative, sur le suivi des diplômés et leur insertion professionnelle. On ne sait pas à la lecture des dossiers si des enquêtes d'insertion professionnelle sont diligentées. Seul le master *Économie* affirme que ses diplômés s'insèrent bien sur le marché du travail, 80 % d'entre eux trouvant un emploi dans les quatre mois suivant l'obtention du diplôme. On ne peut donc absolument pas apprécier la manière dont les masters remplissent leur mission primordiale de préparer leurs étudiants à l'emploi. On ne sait pas non plus quelle proportion de diplômés poursuit en doctorat, et particulièrement dans les parcours recherche tel que celui du master *Analyse et politique économiques* dont c'est pourtant l'objectif essentiel.

POINTS D'ATTENTION

Quelques points susceptibles d'améliorer la qualité globale de l'offre des deux champs peuvent être soulignés et conduiraient aux recommandations suivantes :

- Ne pas faire des clivages scientifiques le carcan de l'architecture des masters, utiliser la diversité des approches pour enrichir et renforcer les formations, pas pour contraindre leur segmentation.
- Améliorer la progressivité des parcours en master et la cohérence des mentions.
- Renforcer la professionnalisation dans la majorité des formations, notamment par le développement de l'alternance.
- Faire évoluer les pratiques d'enseignement en ayant recours à des méthodes pédagogiques innovantes et en exploitant l'apport potentiel des technologies de l'information et de la communication.
- Mieux définir les structures de pilotage des masters dans un cadre harmonisé qui permette, à l'échelle des champs et des mentions, une réelle réflexion sur l'identification des besoins de formation des étudiants et une mise en œuvre effective de la coordination des moyens pour y parvenir.
- Sensibiliser les équipes pédagogiques à la nécessité d'un suivi de cohortes des inscrits et des diplômés par des méthodes formalisées permettant une identification objective et étayée des performances de leur formation.
- Développer les attributions des conseils de perfectionnement au-delà de l'évaluation des enseignements.

FICHES D'ÉVALUATION DES FORMATIONS

Ci-dessous les fiches d'évaluation des formations suivantes :

Champ Économie

- Licence Économie
- Master Analyse et politique économiques
- Master Économétrie, statistiques
- Master Économie
- Master Économie appliquée
- Master Économie du développement
- Master Économie internationale
- Master Monnaie, banque, finance, assurance
- Master Sciences économiques et sociales

Champ Études du développement

- Master Études du développement



FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES
SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

LICENCE ÉCONOMIE

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

La licence *Économie* proposée par l'École d'économie de la Sorbonne (EES), composante (UFR02) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est une formation dont l'objectif est l'acquisition par les étudiants des savoirs et des méthodes de l'économie. L'obtention de la licence permet aux étudiants de poursuivre leurs études dans des masters relevant de la discipline. Les parcours de la licence répondent aux différents projets de formation et aux situations différenciées des étudiants. Les enseignements sont assurés dans les locaux de l'EES. La formation est délocalisée dans le cadre de partenariats avec trois universités étrangères : Universidad del Salvador (USAL) en Argentine, Université de Galatasaray en Turquie, Université du Caire en Egypte (Filière francophone d'économie et de sciences politiques).

ANALYSE

Finalité

Les objectifs académiques de la formation sont très clairement exposés dans le dossier en précisant les connaissances acquises durant le cursus dans le cadre d'une progression cohérente. Si la formation est centrée sur l'économie, les enseignements optionnels permettent aux étudiants de bénéficier d'une ouverture vers d'autres disciplines, notamment dans les parcours sélectifs de double licence.

La finalité principale de la licence *Économie* est l'accès en master. Les étudiants sont informés de l'offre diversifiée proposée par l'EES (avec 11 mentions de masters), et des cours optionnels en troisième année guident les étudiants dans la construction de leur projet de poursuite d'études. L'insertion professionnelle est également possible après l'obtention du diplôme de la licence, selon des compétences et dans des métiers présentés dans la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

Les formations délocalisées à l'étranger présentent des caractéristiques les rendant pleinement comparables à la licence d'économie proposée par l'établissement. Les missions d'enseignement effectuées chaque année par les enseignants chercheurs de l'EES montrent une forte implication pour que le niveau des étudiants corresponde à celui attendu de la formation.

Positionnement dans l'environnement

La licence *Économie* est unique en Région Parisienne, les autres formations proches étant des licences d'économie-gestion. Ce positionnement permet d'accueillir les étudiants fortement et exclusivement intéressés par la discipline.

Les enseignants-chercheurs sont rattachés aux laboratoires de l'établissement notamment le Centre d'économie de la Sorbonne (CES), Paris-Jourdan Sciences Economiques (PJSE) et le PHARE (Philosophie, histoire et analyse des représentations économiques).

Les étudiants sont invités à suivre des conférences de présentation des analyses et des résultats des travaux de recherche de leurs enseignants ; mis en place depuis 2016, ces séminaires intitulés « Cogiteco » constituent une très intéressante introduction à la recherche. De plus, en réalisant un poster sur un des thèmes abordés, les étudiants peuvent bénéficier d'un bonus.

Le dossier ne fait pas état de partenariats explicites avec des acteurs de l'environnement économique, social et culturel mais des éléments propres à l'organisation pédagogique de la licence soulignent l'ouverture de la formation au monde professionnel.

La coopération internationale est attestée par le nombre élevé de partenariats notamment dans le cadre des échanges de type Erasmus (44 partenariats). Une politique active d'information incite les étudiants à postuler pour effectuer une partie de leur cursus dans une université étrangère.

Organisation pédagogique

La structure des enseignements montre une forte cohérence assurant la progressivité dans la connaissance des savoirs fondamentaux du domaine de l'économie et l'ouverture vers d'autres disciplines. Chaque semestre comporte un ensemble équilibré d'enseignements fondamentaux, d'enseignements de méthodologie placés au second semestre, et d'un large choix de cours optionnels (à l'exception du second semestre de la première année). Ces cours de découverte des autres disciplines facilitent en première année la réorientation vers une autre licence pour les étudiants qui le désirent. Les cours optionnels (transversaux ou complémentaires) des autres semestres aident les étudiants dans la construction de leur projet d'études. Les étudiants peuvent bénéficier d'un bonus en choisissant chaque année deux activités parmi quatre (engagement citoyen, activités culturelles, activités physiques et sportives, deuxième langue vivante) mais les modalités d'attribution du bonus ne sont pas spécifiées. Ils ont la possibilité de suivre des doubles cursus sélectifs à effectifs limités (de 20 à 60 étudiants) permettant l'obtention de deux licences, l'une en économie et l'autre dans une autre discipline (droit, géographie, histoire, philosophie, sciences politiques). La formation accueille ainsi d'excellents bacheliers avec un effet stimulant sur l'ambiance de travail des différentes années de la licence mais des précisions sur l'organisation de ces doubles licences auraient dû être apportées. Un parcours aménagé et sélectif permet à certains étudiants (une cinquantaine) ayant montré leur capacité dans un autre cursus de l'enseignement supérieur, notamment en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), de réaliser les deux premières années en un an. L'intégration des étudiants de CPGE est assurée dans le cadre de conventions établies avec une trentaine de lycées. Un parcours spécial permettant l'obtention de la licence d'économie est destiné aux étudiants de l'école des Hautes études commerciales (HEC) désireux de suivre un master de l'établissement, pour un nombre limité d'étudiants. Les meilleurs étudiants de la seconde année peuvent intégrer après sélection le magistère d'économie en troisième année de licence (L3), parcours d'excellence qui propose des cours d'approfondissement en particulier en techniques quantitatives, dont les modalités de fonctionnement comme de sélection ne sont pas précisées. L'accueil des étudiants en situation de handicap est assuré par un dispositif spécifique, et des aménagements peuvent également être accordés aux étudiants ayant le statut de sportif de haut niveau.

L'ouverture vers le monde professionnel est réalisée au second semestre par les conférences métiers. Les étudiants doivent suivre 12 conférences qui font l'objet d'une évaluation permettant d'obtenir un bonus. En première et deuxième année de licence (L1 et L2), les étudiants élaborent un projet tutoré qui est un travail de groupe sur un thème économique leur permettant d'acquérir des méthodes de travail et de développer leur compétence en expression écrite et orale. La réalisation de ces projets constitue un très bon outil de formation bien que, comme le souligne le dossier, le grand nombre d'étudiants rend difficile l'évaluation de chaque étudiant. La réalisation d'un stage n'est pas une obligation, moins de 10 % des étudiants en effectuent un mais leur nombre est croissant. Le stage concerne surtout les étudiants de L3 et certains souhaitent bénéficier d'une année de césure afin de réaliser un stage long.

La formation traite les demandes dans le cadre d'un dispositif pertinent, une réflexion est engagée sur l'introduction d'un stage dans la maquette. La fiche RNCP respecte les critères attendus mais pourrait intégrer le tableau des enseignements.

En L3, les étudiants réalisent un mémoire encadré par un enseignant-chercheur sur un sujet de leur choix. Ce travail de groupe (trois étudiants) constitue une initiation à la recherche, et aide les étudiants dans leur choix de master.

Un enseignement de langue étrangère est assuré chaque semestre, et est renforcé en deuxième année par un enseignement de terminologie économique anglaise. En revanche, il n'est pas prévu de certification comme le certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur (CLES) du niveau des étudiants en langue étrangère. Les étudiants préparent en L1 le certificat informatique et internet (C2i) principalement en autoformation en utilisant une plateforme d'enseignement en ligne avec un taux de réussite de 52 %. La formation utilise largement les outils numériques en particulier l'espace pédagogique interactif (EPI) de l'espace numérique de travail (ENT). Un projet de tutoriels vidéo sur les notions essentielles devrait se concrétiser en 2017-2018.

A chaque semestre, les étudiants suivent un enseignement de langue étrangère d'une durée de 18 heures. Ce volume horaire est correct mais les langues proposées ne sont pas indiquées. Le cours de terminologie économique anglaise du semestre 4 est très pertinent. La formation accueille chaque année une centaine d'étudiants étrangers provenant des lycées français à l'étranger ou dans le cadre de la procédure « Campus France ». L'accueil des étudiants étrangers nécessite une réflexion souhaitée par les responsables de la formation. Dans le cadre des partenariats internationaux, la mobilité entrante est plus importante que la mobilité sortante. Les flux d'étudiants sortants demeurent faibles (51 semestres d'étudiants en 2016-2017) bien que croissants.

Pilotage

Le pilotage de la formation est assuré par une équipe de coordination constituée à partir d'une liste des missions relatives au fonctionnement de la licence. Cette structure de gouvernance permet une meilleure efficacité pour répondre aux questions des étudiants qui connaissent ainsi avec précision les personnes à contacter. Cette organisation permet d'impliquer un plus grand nombre d'enseignants-chercheurs dans la gestion de la licence, même si les différentes missions restent concentrées sur un nombre limité d'enseignants. L'équipe pédagogique regroupe une soixantaine d'enseignants-chercheurs de l'EES dont 60 % de maîtres de conférences et environ 30 % de professeurs, une proportion satisfaisante pour un diplôme de licence. Le dossier indique que de nombreux intervenants extérieurs assurent une part non négligeable du volume des enseignements mais aucune information n'est fournie quant à leur profil.

Un conseil de perfectionnement regroupant notamment des étudiants et des professionnels se réunit une fois par an. Son rôle principal est d'analyser les évaluations des enseignements réalisées par les étudiants. Le compte rendu annexé au dossier montre la qualité de cette analyse mais le taux de réponse au questionnaire demeure faible (de 10 % à 15 % selon les années de licence). Si les modalités de l'autoévaluation de la formation ne sont pas précisées, le dossier comporte des éléments qui montrent le réel souci des responsables d'améliorer la qualité de l'enseignement offert aux étudiants.

Le dossier ne précise pas les modalités d'évaluation des étudiants. Les compétences acquises par les étudiants sont très clairement explicitées dans la fiche RNCP. Le supplément au diplôme n'est pas annexé au dossier.

La formation met en œuvre plusieurs dispositifs pertinents visant à améliorer la réussite des étudiants : permanence hebdomadaire pour répondre aux demandes des étudiants, enseignants référents, tutorat ciblé sur les matières où les étudiants rencontrent le plus de difficultés, avec des tuteurs recrutés parmi les étudiants de deuxième année de master. Enfin, un enseignement renforcé en travaux dirigés de Mathématiques est assuré à destination d'étudiants ayant été repérés à la suite d'un test réalisé lors de la prérentrée. L'évaluation de cette modalité indique qu'elle sera modifiée pour la rendre plus efficace.

Résultats constatés

Les effectifs montrent la forte attractivité de la licence. La L1 accueille en moyenne 1000 étudiants avec une progression de 10 % sur les trois dernières années. En L2 et en L3 les effectifs sont plutôt stables avec, en moyenne, respectivement 650 et 570 étudiants. L'origine géographique des étudiants est bien analysée à partir des données du système Admission post-bac (APB) ; plus de 50 % des inscrits sont parisiens et plus de 30 % sont originaires des autres départements franciliens. Si la formation peut accueillir des étudiants en formation

continue et en alternance, aucune donnée n'est indiquée dans le dossier. Si la formation présente des taux de réussite satisfaisants (un peu plus de 50 % en 1^{ère} année, autour de 70 % en 2^{ème} et de 80 % en 3^{ème}), le taux de défaillance aux examens en 1^{ère} année (plus de 30 % d'étudiants) reste très élevé. Les taux de réussite apparaissent très corrects pour une formation exigeante dont l'objectif principal est la poursuite d'études en master : entre 50 % et 54 % pour la L1, de 64 % à 77 % en L2 et entre 78 % et 86 % pour la L3.

Le suivi des diplômés n'est pas réalisé par des enquêtes spécifiques et régulières, aucune information n'est disponible sur l'insertion professionnelle. Des données sont présentées sur les poursuites d'études des diplômés au sein de l'établissement mais ne sont pas suffisamment explicites et cohérentes. Environ 310 diplômés intègrent des masters proposés par l'EES et une cinquantaine des autres masters de l'établissement, soit environ les trois quarts des diplômés. La poursuite d'études en master apparaît donc bien vérifiée. Une enquête est prévue pour analyser le devenir des diplômés qui ne se réinscrivent pas à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Qualité et implication de l'équipe pédagogique.
- Cohérence de la structure des enseignements.
- Dispositifs d'aide à la réussite.
- Offre de parcours différenciés répondant aux projets des étudiants.

Principaux points faibles :

- Absence d'informations sur les modalités de contrôle des connaissances.
- Faiblesse des échanges internationaux en mobilité sortante.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le dossier proposé présente de nombreux éléments d'autoévaluation permettant d'élaborer un projet de formation favorisant une meilleure qualité de la licence. Des précisions ou des compléments devraient être apportées en particulier sur les modalités de fonctionnement de la formation, notamment en termes de contrôle des connaissances et d'organisation des jurys. La mobilité internationale sortante devrait aussi être encouragée et mieux intégrée au cursus.



FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES
SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER ANALYSE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUES

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

Le master *Analyse et politique économiques* (APE) s'effectuant en deux ans vise à former à la recherche par la recherche en économie théorique et empirique des étudiants titulaires d'un niveau licence en économie ou mathématiques et statistiques appliquées mais aussi des élèves d'écoles d'ingénieurs ou de commerce. Ce master généraliste est co-accrédité par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École normale supérieure (ENS) et l'École des Ponts ParisTech. Les cours sont dispensés dans les locaux de l'École d'économie de Paris.

ANALYSE

Finalité
<p>L'objectif du master APE est bien décrit. Si le dossier précise quelles acquisitions de compétences (modélisation, techniques quantitatives, capacité d'analyse) sont visées, il ne fournit en revanche que peu d'informations sur le contenu de la formation ; le détail des enseignements comme les maquettes pédagogiques ne sont pas commentés dans le dossier mais simplement recensés dans la fiche Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).</p> <p>Les métiers visés sont ceux de la recherche et de l'enseignement supérieur, ce qui est en accord avec l'objectif de la formation.</p>
Positionnement dans l'environnement
<p>La formation bénéficie d'un ancrage fort dans la recherche grâce à un lien étroit avec une unité de recherche dont les travaux sont réputés, Paris Jourdan Sciences Economiques (PSE) (unité mixte de recherche avec le Centre national de recherche scientifique - UMR CNRS 8545). Le lien avec les formations de licence mais aussi les écoles doctorales n'est pas évoqué explicitement. La formation s'articule avec le magistère d'économie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, une formation d'excellence en trois ans avec sélection à l'issue de la</p>

deuxième année de licence (L2) : la première année de master (M1) et la seconde (M2) correspondent aux deux dernières années du magistère.

Son positionnement dans l'environnement n'est pas décrit, si bien qu'il est impossible d'apprécier l'originalité du cursus proposé, son attractivité et ses concurrents potentiels. Il en va de même quant aux liens avec le monde socio-économique (comme les grandes entreprises, les institutions internationales) qui peut pourtant être un débouché important pour des étudiants formés à la recherche.

Le dossier n'évoque pas de pistes de collaborations internationales mais des possibilités pour les étudiants de rencontrer des chercheurs étrangers invités au laboratoire.

Organisation pédagogique

Le dossier ne donne que peu d'informations sur l'organisation de la formation. Les enseignements dispensés sont en accord avec ses objectifs. On note cependant qu'aucun cours de méthodologie de la recherche n'est inclus. Un mémoire de recherche compte pour une part importante dans l'ensemble de la formation, ce qui est conforme aux attentes d'une mention de master. On ne sait toutefois pas si le mémoire fait l'objet d'un suivi, d'une insertion dans le laboratoire et on ne connaît pas les modalités de son évaluation.

Au vu des informations données, la professionnalisation (nécessaire y compris dans un programme de formation à la recherche par la recherche) apparaît comme faible, alors qu'il existe des possibilités de liens forts avec les institutions embauchant les étudiants formés.

La formation est dispensée intégralement en anglais. Le dossier ne donne pas d'information sur les mobilités étudiantes ni sur l'origine des étudiants, ce qui ne permet pas d'apprécier l'ouverture internationale de la formation. La langue employée laisse toutefois supposer qu'elle est attractive pour les étudiants étrangers.

Pilotage

La liste des membres de l'équipe pédagogique (sans indication de l'université de rattachement des enseignants-chercheurs) est donnée sans davantage d'informations sur les cours dispensés par chacun. *A priori*, aucun professionnel n'intervient dans la formation.

Le fonctionnement de l'équipe et les modalités de pilotage ne sont pas décrits. Il en va de même pour les modalités de suivi de l'acquisition des connaissances et des compétences. L'entrée dans le master APE est apparemment sélective, mais rien n'est dit sur les modalités ou le degré de sélection sinon que cela correspond à l'entrée en deuxième année de magistère d'économie.

Résultats constatés

Les résultats ne sont pas fournis. Il est simplement mentionné que le master intègre environ soixante étudiants en M1 et une centaine en M2, et qu'une centaine d'étudiants sont diplômés par an, soit apparemment l'intégralité des inscrits. Le devenir des étudiants n'est pas renseigné et on ne sait notamment pas quelle proportion d'étudiants poursuit ensuite en doctorat, ce qui est l'objectif essentiel de la formation.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Une collaboration pluri-établissements *a priori* intéressante.
- Un ancrage dans la recherche *a priori* fort et pertinent.

Principaux points faibles :

- Absence d'intervention de professionnels, malgré l'existence de débouchés dans les institutions internationales, les bureaux d'études et les services de recherche des grandes entreprises.
- Inexistence de partenariats internationaux pour une formation de ce type.

FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER ÉCONOMÉTRIE, STATISTIQUES

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

La mention *Économétrie, statistiques* de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne est une formation en deux ans ayant pour objectif principal de former des spécialistes sachant mettre en œuvre les méthodes économétriques et statistiques dans l'analyse économique et financière. Après une première année (M1) commune, deux parcours sont proposés en seconde année (M2) : *Techniques d'information et de décision dans l'entreprise* (TIDE) et *Économie quantitative, finance quantitative* (EQFQ). Délivrée uniquement en présentiel, la formation comprend un total de 900 heures environ et propose des enseignements sous forme de cours magistraux, de travaux dirigés et de projets tuteurés. Les enseignements professionnels couvrent environ un tiers de l'ensemble des enseignements dispensés dans le diplôme. Le parcours TIDE est ouvert à l'apprentissage. Les enseignements ont lieu à la Maison des sciences économiques pour le parcours EQFQ et au centre Pierre Mendès France pour le parcours TIDE.

ANALYSE

Finalité

Les connaissances attendues sont clairement exposées. Le contenu des enseignements, mêlant enseignements fondamentaux en économie et en statistique/économétrie et cours professionnels sur machines et logiciels scientifiques spécifiques, permettent de les acquérir. L'existence d'un socle de matières fondamentales en économie en M1 et en M2 permet aux étudiants d'appliquer les techniques économétriques/statistiques dans une grande diversité de domaines. La certification SAS (*Statistical Analysis System*) dans le parcours TIDE est un plus pour l'insertion professionnelle.

Les emplois visés (économiste en salle de marché, chargé d'études statistiques, responsable études et développement marketing, analyste des marchés pétroliers, économiste chargé des prévisions conjoncturelles, pour n'en citer qu'un petit échantillon) sont bien renseignés dans le résumé descriptif de la formation au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et cohérents avec les objectifs de la formation, laquelle comporte une part significative d'enseignements assurés par des professionnels.

Positionnement dans l'environnement

Le dossier allégé ne permet pas d'évaluer le positionnement de la mention *Économétrie, statistiques* de l'Université Paris1 Panthéon-Sorbonne au niveau régional, national ou international. Elle semble suffisamment spécifique au sein du champ *Économie* pour ne pas entrer en concurrence avec une autre formation de l'établissement. La mention est adossée à deux unités de recherche : une unité mixte de recherche en économie, le *Centre d'économie de la Sorbonne*, et une équipe d'accueil en mathématiques appliquées, *Statistique et modélisation multidisciplinaire*, même si l'on ne peut juger de l'expertise propre des enseignants-chercheurs dans les enseignements réalisés. Le dossier ne permet pas non plus d'apprécier l'articulation de la formation avec les partenaires socio-économiques, il est simplement mentionné que le parcours TIDE possède des relations privilégiées avec un certain nombre d'entreprises, sans que la nature de ces relations ne soit précisée. Le dossier ne mentionne pas l'existence ou la nature de coopérations à l'international.

Organisation pédagogique

L'organisation pédagogique est classique avec un M1 indifférencié et des parcours de M2 différenciés. Il semble y avoir une unité d'enseignement spécifique à chaque parcours en M1, mais cette unité spécifique n'est décrite que pour le parcours EQFQ dans la fiche RNCP. Il ne semble pas y avoir de mutualisation entre les parcours au niveau M2, chacun d'entre eux offrant par ailleurs des cours optionnels permettant d'individualiser la formation. Le parcours TIDE est ouvert à l'apprentissage avec des modalités d'enseignement spécifiques : des heures de tutorat sont organisées pour les apprentis. Le dossier ne permet pas d'apprécier les dispositifs d'accueil des étudiants avec des contraintes particulières.

La professionnalisation est présente dans la formation, avec un tiers des enseignements assurés par des professionnels, sur machine et logiciels scientifiques. Dans le parcours TIDE, des conférences d'ouverture au monde professionnel et sur le droit du travail sont organisées tout au long de l'année. Il est appréciable que ce parcours offre une préparation au *Test of English for International Communication* (TOEIC) et la certification SAS. La fiche RNCP est complète et bien renseignée. Les stages sont mentionnés et appuyés par un bureau des stages mais leurs modalités en termes de durée notamment ne sont pas décrites pour le M1 et pour le parcours EQFQ.

La recherche est présente dans la formation à travers l'existence de cours fondamentaux en économie et en économétrie assurés par des enseignants-chercheurs. Les étudiants de M2 intéressés par une poursuite en doctorat peuvent suivre un parcours spécifique. Les informations fournies ne permettent cependant pas d'apprécier de façon détaillée les liens entre enseignement et recherche. L'utilisation du numérique n'est pas détaillée dans le dossier alors que l'internationalisation dans la formation semble se limiter à l'enseignement de l'anglais. Ce dernier point peut sembler surprenant entendu que les intitulés de la formation sont, selon les documents, quant à eux évoqués en anglais.

Pilotage

Les éléments transmis ne permettent pas d'évaluer le pilotage de la formation, seul le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant en M1 et en M2 est mentionné. On ne connaît pas le fonctionnement du conseil de perfectionnement, ni la façon dont les évaluations des étudiants sont prises en compte.

Les modalités de contrôle des connaissances ne sont pas précisées, pas plus que ne le sont les fonctionnements des jurys. Aucune information n'étant donnée sur les volumes horaires, il n'est pas possible d'apprécier les liens entre ces derniers et les crédits affectés. On ne sait pas si l'approche par compétence est mise en place.

Résultats constatés

Le dossier simplifié ne permet pas d'apprécier les résultats.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Objectifs académiques et professionnels clairs, complétés par des enseignements professionnalisants importants.
- Adossement à la recherche en économie et en mathématiques appliquées.

Principaux points faibles :

- Pas d'enseignement en anglais.
- Attractivité et débouchés peu explicités.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

La mention *Économétrie, statistiques* de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne est une formation cohérente avec des objectifs lisibles. Le contenu de la formation et l'adossement à un laboratoire d'économie et un laboratoire de mathématiques appliquées permettent d'acquérir des connaissances en lien avec les métiers visés. La part importante des cours assurés par des professionnels est appréciable, comme l'est la possibilité d'acquérir la certification SAS dans le parcours TIDE. Le dossier simplifié ne permet pas d'évaluer de nombreux aspects de la formation, comme le pilotage et les résultats obtenus. L'internationalisation limitée à des cours d'anglais devrait être améliorée.



FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES
SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER ÉCONOMIE

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

Le master mention *Économie*, parcours *Économie et psychologie* de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, co-accrédité avec l'Université Paris Descartes, propose une double formation en économie et en psychologie. L'objectif principal du master est de fournir aux étudiants des connaissances et des compétences dans les deux disciplines afin de leur permettre une insertion professionnelle diversifiée. Les enseignements de première année de master (M1) sont assurés à l'Institut de Psychologie à Boulogne au premier semestre et au Panthéon-Sorbonne pour le second. Ceux de seconde année du master (M2) sont délivrés à la Maison des sciences économiques.

ANALYSE

Finalité
La formation ouvre les étudiants à un ensemble de nouvelles méthodes, tournées vers l'économie comportementale et expérimentale. Les connaissances dans les disciplines de l'économie et de la psychologie sont clairement précisées par les contenus des enseignements proposés ; les compétences notamment transversales sont également bien spécifiées. Les étudiants peuvent prétendre à une insertion professionnelle de haut niveau, sans grande précision sur sa nature précise. La formation ne fait pas l'objet de délocalisation.
Positionnement dans l'environnement
La spécificité du master, qui offre une double formation, lui assure un positionnement unique à la croisée de l'économie et de la psychologie, avec une forte attractivité internationale. La formation est adossée à deux laboratoires, le Centre d'économie de la Sorbonne de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le Laboratoire adaptations travail-individu (LATI) de l'Université Paris Descartes.

Organisation pédagogique

La première année du master comporte deux parcours, l'un pour les étudiants issus d'une licence d'économie et l'autre pour les titulaires d'une licence de psychologie, afin d'assurer la nécessaire homogénéisation de la promotion pour la seconde année qui constitue un parcours unique. La structure des enseignements de M1 est bien adaptée pour réaliser cette homogénéité, de plus l'unité d'enseignement 2 (UE 2), dénommée « école d'hiver », permet aux étudiants des deux parcours de réaliser des projets communs dans les deux disciplines.

La fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) est particulièrement bien détaillée. Elle présente de façon précise les compétences visées, les métiers et secteurs d'activité ainsi que la structure des enseignements.

Les étudiants réalisent un mémoire en M1, ce qui souligne le rôle de la recherche dans la formation. Le master reste effectivement fortement tourné vers la recherche, et le dossier ne donne que peu de références aux possibilités de débouchés professionnels.

La formation montre une forte ouverture internationale en accueillant environ 50 % d'étudiants étrangers et en proposant plus de la moitié des enseignements en langue anglaise.

Pilotage

La responsabilité de la mention est assurée par deux professeurs des universités issus des deux universités concernées, de même deux maîtres de conférences dirigent les deux parcours de la première année du master. La parité entre les deux universités est donc bien respectée. Aucune mention n'est faite dans le dossier d'un conseil de perfectionnement, ou de toute instance de pilotage.

L'annexe descriptive au diplôme n'est pas suffisamment explicite.

Résultats constatés

Chaque année, entre 30 et 40 étudiants obtiennent le master et s'insèrent sur le marché du travail, pour 80 % d'entre eux, dans les quatre mois suivant l'obtention du diplôme. Ces données indiquées dans la fiche RNCP montrent la pertinence du diplôme pour l'insertion professionnelle des étudiants. Mais on ne dispose pas d'informations sur les fonctions, les secteurs d'activité et les types de contrat de travail concernés.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Formation bi-disciplinaire pertinente et attractive.
- Formation tournée vers l'acquisition de méthodes de recherche prometteuses, l'économie comportementale et expérimentale.
- Bonne ouverture internationale.
- Cohérence de la structure des enseignements.

Principaux points faibles :

- Faible professionnalisation de la formation.
- Absence de données sur les débouchés de la formation.
- Annexe descriptive au diplôme peu explicite.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le master mention *Économie*, parcours *Économie et psychologie*, est une formation unique, ouverte sur un domaine de recherche récent et innovant, à la frontière de l'économie et de la psychologie. Le dossier revendique une professionnalisation qu'il ne fait pas clairement apparaître tant dans le détail de son contenu que dans la précision de ses différentes données liées à l'insertion et aux caractéristiques de ses débouchés. Au vu du dossier déposé, cette professionnalisation reste en effet très faible et gagnerait à être développée.



Département d'évaluation
des formations

FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER ÉCONOMIE APPLIQUÉE

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

La mention *Économie appliquée*, du domaine *Droit, économie, gestion* de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (P1PS) est une formation en deux ans ayant pour objectif de former des étudiants à développer leur analyse des problèmes économiques contemporains en s'appuyant sur des techniques quantitatives pertinentes. Après une première année commune, trois parcours sont proposés en seconde année (M2) : un parcours recherche, *Économie appliquée - recherche (EAR)* intitulé *Politiques publiques* et deux parcours professionnels, *Économie de la culture et du numérique (ECN)* et *Économie de l'aménagement et du développement local (EADL)*. Délivrée essentiellement en présentiel et en formation initiale, la formation comprend un total de 900 heures environ. Les enseignements ont lieu à la Maison des sciences économiques (Paris 13^{ème}). Les étudiants peuvent bénéficier en première année (M1) d'un programme de double diplôme avec l'Université du Salvador (USAL) à Buenos Aires.

ANALYSE

Finalité

Les connaissances attendues sont clairement exposées. Concernant les parcours professionnels, le contenu des enseignements, mêlant enseignements fondamentaux en économie, enseignements multidisciplinaires et transversaux et projets tutorés permettent de les acquérir. Les emplois visés sont bien renseignés et cohérents avec les objectifs de la formation. Il n'est pas possible d'apprécier l'adéquation entre les objectifs scientifiques du parcours recherche et les enseignements car le détail de ces derniers n'est pas fourni. Les objectifs de la formation délocalisée à l'Université du Salvador en M1 sont comparables à ceux de la formation délivrée à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dont l'implication est assurée par des missions d'enseignants-chercheurs français assurant 20 % des cours en français.

Positionnement dans l'environnement

Le positionnement pour l'ensemble de la mention *Économie appliquée* de l'université P1PS au niveau régional, national ou international est variable. Le parcours *Economie de l'aménagement et du développement local* est la seule formation d'Ile-de-France à ce niveau. Le parcours *Economie de la culture et du numérique* semble suffisamment spécifique au sein du champ *Economie* de l'université P1PS pour ne pas entrer en concurrence avec une autre formation de l'établissement. En revanche, la spécificité du parcours recherche de la mention *Économie appliquée* par rapport aux autres parcours recherche des autres mentions proposées par l'établissement en économie n'est pas mise en évidence.

La mention est adossée à deux unités mixtes de recherche, le Centre d'économie de la Sorbonne (CES) et Paris Jourdan sciences économiques (PJSE), reconnues en économie offrant ainsi un environnement de qualité en matière de recherche. Le dossier simplifié ne permet pas d'apprécier l'articulation de la formation avec les partenaires socio-économiques.

Organisation pédagogique

L'organisation pédagogique est classique et lisible avec un M1 indifférencié et des parcours de M2 différenciés. Il ne semble pas y avoir de mutualisation entre les parcours au niveau M2, ni de cours optionnels au sein de chaque parcours. Le dossier ne permet pas d'apprécier les dispositifs d'accueil des étudiants avec des contraintes particulières. Le parcours EADL se décline de différentes façons. D'une part il est proposé, en formation initiale à plein temps dans le cadre d'un programme de *Master joint Erasmus Mundus* avec l'Université de Padoue (Italie) et la KU Leuven (Belgique) mais qui est commun à plusieurs mentions de masters en économie de P1PS ; d'autre part il est aussi proposé en formation continue sur deux ans. Ces différentes options favorisent son attractivité. La professionnalisation est présente dans les parcours professionnels mais la part des enseignements assurés par des professionnels n'est pas précisée. On apprécie dans le parcours EADL la possibilité pour les étudiants de répondre à une commande publique sous la conduite d'un professionnel et d'un module d'insertion professionnelle. La fiche du répertoire national des certifications professionnelles est complète et bien renseignée. Les stages sont mentionnés et appuyés par un bureau des stages mais leurs modalités notamment en termes de durée ne sont pas décrites.

La recherche est présente dans la formation à travers l'existence de cours fondamentaux en économie assurés par des enseignants-chercheurs. Les étudiants de M2 intéressés par une poursuite en doctorat peuvent suivre un parcours spécifique. Le dossier ne permet cependant pas d'apprécier de façon détaillée les liens entre enseignement et recherche. L'utilisation du numérique n'est pas détaillée dans le dossier alors que l'internationalisation dans la formation est présente de façon limitée par quelques cours assurés en anglais.

Pilotage

Le dossier ne permet pas d'évaluer le pilotage de la formation, seul le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant en M1 et en M2 est mentionné. On ne connaît pas le fonctionnement du conseil de perfectionnement, ni la façon dont les évaluations des étudiants sont prises en compte. Les modalités de contrôle des connaissances ne sont pas précisées, pas plus que ne le sont le fonctionnement des jurys. Aucune information n'étant donnée sur les volumes horaires, il n'est pas possible d'apprécier les liens entre ces derniers et les crédits européens.

Résultats constatés

Le dossier simplifié ne permet pas d'apprécier les résultats.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Parcours professionnels originaux.
- Formation délocalisée.

Principaux points faibles :

- Réussite des inscrits et insertion professionnelle des diplômés non évaluées.
- Peu d'enseignements en anglais.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Les objectifs de la mention *Économie appliquée* de l'université P1PS sont clairs. Le contenu de la formation, la part consacrée aux enseignements multidisciplinaires et transversaux et l'adossement à deux unités mixtes de recherche reconnues permettent d'acquérir des connaissances en lien avec les métiers visés. L'internationalisation est importante, à travers l'existence d'une filière délocalisée d'une part et la possibilité de suivre l'un des parcours dans la cadre d'un programme *Erasmus Mundus*, même si ces deux caractéristiques sont partagées par d'autres masters de l'université P1PS dans le domaine de l'économie. Le dossier simplifié ne permet pas d'apprécier de nombreux aspects de la formation, comme le pilotage et les résultats obtenus.



FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES
SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

La mention *Économie du développement* du domaine Droit, économie, gestion de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (P1PS) est une formation en quatre semestres constituée de deux parcours en seconde année de master (M2) : *Économie du développement durable* et *Development economics*, après une première année (M1) commune. Les cours ont lieu à la Sorbonne et à la Maison des sciences économiques. Il existe un partenariat avec l'Agence française de développement (AFD).

ANALYSE

Finalité
<p>Les finalités des deux parcours sont assez brièvement exposées. Le parcours <i>Development economics</i> propose une orientation recherche explicite contrairement au parcours <i>Économie du développement durable</i>. Les connaissances acquises apparaissent bien dans les intitulés de cours qui sont cohérents avec le contenu de la formation.</p> <p>Les compétences des étudiants et les débouchés associés à chacun des parcours sont présentés dans la fiche du répertoire national des certifications professionnelles et sont clairement distingués, justifiant ainsi leur existence distincte mais regroupée au sein de la même mention.</p>
Positionnement dans l'environnement
<p>Les liens avec la recherche s'effectuent au sein de l'axe « développement durable » du Centre d'économie de la Sorbonne (CES) unité mixte de recherche reconnue en économie, mais l'articulation avec la recherche au sein de la formation proposée n'est pas développée au sein du dossier.</p>

Les partenariats socio-économiques sont établis avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'AFD. Si ces deux organismes sont des acteurs majeurs dans le champ de l'économie du développement, leur contribution au sein de cette formation semble se limiter aux enseignements effectués par certains de leurs membres. Une convention avec l'IDR est annoncée sans que l'on dispose d'information sur son contenu et les engagements des différentes parties.

Il existe des partenariats avec de nombreuses universités étrangères en particulier concernant les échanges d'étudiants tant dans des pays européens que des pays en développement d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie (Chine). Le diplôme d'université (DU) *Panthéon-Sorbonne Master in Economics First Year* (PSME) de l'université P1PS permet aussi de recruter des étudiants anglophones dans plus de 70 pays, mais aucune information ne permet d'apprécier l'importance de ce recrutement (nombre d'étudiants, pays d'origine, taux de réussite...). Il aurait été aussi intéressant de disposer d'informations plus précises sur ces relations en particulier celles développées avec les pays du Sud au vu de la mention de cette formation. De même, il aurait été pertinent de décrire les liens éventuels ou les différences essentielles avec le master mention *Études du développement* porté par l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) au sein de l'université P1PS.

Organisation pédagogique

Le master est proposé en formation initiale, à plein temps. Il est clairement structuré avec un tronc commun en M1 et deux parcours en M2, *Économie du développement durable* et *Development economics*. Certains enseignements de ce parcours sont proposés en anglais. Ce parcours ayant une finalité recherche, un mémoire de recherche doit être réalisé au quatrième semestre (S4). L'autre parcours intègre la professionnalisation par des stages et des études de cas présentées par des professionnels.

Les choix pédagogiques ne sont pas précisés, on ne sait pas non plus quelle utilisation est faite du numérique.

Le dossier n'indique pas comment les partenariats avec des universités étrangères permettent aux étudiants de valider des crédits, ni même si cela est possible.

Pilotage

Il apparaît très peu d'informations sur le pilotage, à l'exception de l'existence d'un responsable par parcours. La mention bénéficie sans doute de la Charte de gouvernance des masters édictée par l'université Paris 1.

On ne connaît ni l'importance de l'équipe pédagogique ni le soutien administratif.

Résultats constatés

Il n'y a dans le dossier aucune donnée et aucune analyse concernant le nombre d'étudiants, leur taux de réussite ou leurs débouchés professionnels.

CONCLUSION

Principal point fort :

- Il existe une bonne articulation des spécialités et des différents cours proposés.

Principaux points faibles :

- Il n'apparaît pas de liens directs avec les pays du Sud.
- Les coopérations avec le milieu professionnel se limitent à deux institutions, certes très importantes, mais en nombre insuffisant pour assurer la professionnalisation des étudiants.
- L'information sur la réussite des étudiants inscrits, l'insertion professionnelle des diplômés et le pourcentage d'étudiants s'engageant dans des études doctorales à la suite de cette mention n'ont pas été évalués.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

On peut suggérer que les relations avec les professionnels et avec des universités ou des institutions du Sud soient valorisées.



FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES
SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

Le master *Économe internationale* est une formation en deux ans ouverte aux étudiants titulaires d'une licence d'économie, d'un diplôme d'école de commerce, d'ingénieurs, d'institut d'études politiques (IEP) et à différentes autres spécialités selon les quatre parcours qui le structurent en deuxième année : *Commerce international*, *Transports internationaux*, *Conseil en organisation, stratégie et systèmes d'information* (COSI) et *Economics of globalization*.

Le parcours COSI a une convention de partenariat avec l'École nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA)-Paris Saclay. Les parcours *Commerce international*, *Transports internationaux* et *Economics of globalization* ont des enseignements délocalisés respectivement à Saint-Domingue (République dominicaine), Malmö (Suède) et Shanghai (Chine).

ANALYSE

Finalité

Les débouchés sont clairement présentés. Les compétences des diplômés sont détaillées par parcours. Les emplois visés correspondent bien au niveau master.

L'ouverture disciplinaire apparaît bien dans certains parcours et donne l'impression d'une bonne cohérence entre les deux années du master, tout en proposant des parcours assez spécifiques. La mention présente un ensemble bien organisé offrant un choix large et clair aux étudiants.

En revanche, les finalités des formations délocalisées restent assez vagues.

Positionnement dans l'environnement
<p>Cette formation correspond à des domaines et des métiers clairement identifiés et porteurs.</p> <p>Les relations avec l'environnement socio-professionnel sont denses, de nombreuses entreprises étant partenaires dans chaque parcours ; elles permettent à la formation de bénéficier d'intervenants extérieurs dans des domaines très spécialisés.</p>
Organisation pédagogique
<p>L'organisation pédagogique est claire ; la première année de master (M1) propose les deux semestres communs aux parcours. Les unités d'enseignement (UE) sont ensuite spécifiques à chaque parcours de seconde année de master (M2). Pour le parcours <i>Economics of globalization</i>, les étudiants de M1 doivent suivre un diplôme d'université (DU) destiné aux étudiants anglophones, sans qu'il soit précisé quand se déroule ce DU.</p> <p>L'anglais est enseigné comme discipline dans les deux semestres du M1 et certains cours en M2 sont dispensés en anglais.</p> <p>L'articulation avec la recherche est forte en relation avec deux laboratoires réputés : le Centre d'économie de la Sorbonne (CES) (unité mixte de recherche avec le Centre national de la recherche scientifique - UMR CNRS 8174) et Paris Jourdan sciences économiques (PJSE) (UMR CNRS 8545). Le semestre 4 propose une UE de préparation aux études doctorales (ou une recherche collective pour le parcours <i>Transports internationaux</i>) sous la forme d'un supplément de diplôme (cela concerne l'ensemble des M2 de l'École d'économie de la Sorbonne).</p> <p>Les liens avec les milieux professionnels sont importants, que ce soit par l'intermédiaire d'intervenants de différents organismes, par les stages, des visites d'entreprises dans le parcours COSI et la possibilité de formation continue et d'apprentissage dans le parcours <i>Transports internationaux</i>. Les stages sont évalués par un rapport et une soutenance. Le parcours <i>Economics of globalization</i> est fait en partenariat avec l'Université Fudan à Shanghai mais l'articulation entre les deux universités n'est pas très claire, notamment ce qui est commun aux étudiants français et aux étudiants chinois. Le mémoire de recherche est soutenu devant un jury commun aux deux universités sans que l'on sache comment cela est organisé.</p> <p>Aucune référence n'est faite aux méthodes pédagogiques ou à l'utilisation du numérique.</p>
Pilotage
<p>Ce master bénéficie d'un cadre de référence très précis avec une Charte de gouvernance. Celle-ci est assurée par différents conseils, au niveau de la mention et des parcours. Le rôle de ces conseils est clairement exposé. Outre les enseignants titulaires, des intervenants extérieurs et des étudiants sont associés à ces conseils.</p> <p>Il est fait mention d'un conseil de perfectionnement, mais rien n'est précisé au niveau de ce master.</p> <p>L'équipe pédagogique n'est pas présentée.</p>
Résultats constatés
<p>Le nombre d'étudiants n'est pas indiqué. Aucune information n'est donnée sur le taux de réussite ni sur les taux d'insertion professionnelle. Les étudiants peuvent poursuivre en doctorat mais on ne dispose pas non plus de données sur leur nombre.</p>

CONCLUSION

Principaux points forts :

- La cohérence de la mention entre les différents parcours.
- De bonnes relations avec les milieux professionnels.

Principaux points faibles :

- L'origine des étudiants recrutés, comme leur devenir ne sont pas mentionnés.
- Les collaborations avec les universités étrangères ne sont pas valorisées, en tous cas dans le dossier.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le manque d'informations sur certains sujets, notamment ce qui concerne les étudiants, leurs résultats ou l'équipe pédagogique, limite la possibilité de faire des recommandations. En général, il y a très peu de références à la pédagogie.



Département d'évaluation
des formations

FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER MONNAIE, BANQUE, FINANCE, ASSURANCE

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

Le master *Monnaie, banque, finance, assurance* (MBFA) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne offre quatre parcours en seconde année de master (M2), dont deux parcours professionnel : *Banque finance* (BF) et *Conformité et contrôle des risques bancaires* (CCRB) et deux parcours recherche : *Empirical finance* (EF) et *Financial economics* (FE) ; l'ouverture d'un cinquième parcours *Gestion épargne salariale, épargne retraite* (GESER) est prévue. Le master est principalement en formation initiale avec toutefois le parcours CCRB qui est proposé en alternance.

Comprenant des cours fondamentaux dispensés par des universitaires dans l'ensemble des parcours, le diplôme fait aussi intervenir des praticiens à hauteur de 60 % des enseignements. Il vise à former aux métiers de la banque, de la finance et de l'assurance des étudiants disposant d'une bonne connaissance des fondamentaux de l'économie et d'une bonne maîtrise des techniques quantitatives. La formation est organisée par l'université Paris 1 sur quatre sites, le site du Panthéon (pour la première année de master - M1, et le parcours BF), celui de la Sorbonne (M1 et parcours BF), celui de la Maison des sciences économiques (les autres parcours) et au Centre de formation de la profession bancaire (CFPB) (parcours CCRB).

ANALYSE

Finalité

Le dossier ne contient que très peu de détails et peu d'éléments d'information. Les métiers visés sont toutefois clairs pour le niveau M1 et pour les parcours de M2 pour lesquels les annexes donnent des informations pertinentes tant sur les exigences des programmes que sur les objectifs. Selon ces informations, certes relativement succinctes, les programmes s'annoncent en cohérence avec les objectifs spécifiques des divers parcours recherche ou professionnels du master.

Positionnement dans l'environnement

Les éléments du dossier ne permettent pas d'apprécier le positionnement de la formation dans son environnement local, national ou international (même si on sait qu'il existe de nombreuses formations du même type dans les autres facultés d'économie à Paris et en Région parisienne, sans compter les autres universités françaises et étrangères). L'adossement à la recherche est assuré par plusieurs équipes de deux laboratoires réputés : le Centre d'économie de la Sorbonne (CES) (unité mixte de recherche avec le Centre national de la recherche scientifique - UMR CNRS 8174) et Paris Jourdan sciences économiques (PJSE) (UMR CNRS 8545). La formation est présentée comme un programme d'excellence scientifique et professionnelle. Même si on est enclin à croire cette affirmation, le dossier ne donne pas d'éléments probants. Les forts liens avec des établissements étrangers et l'attractivité des formations que l'on pourrait déduire de la réputation de l'établissement et des enseignants et professionnels qui y interviennent militent néanmoins en sa faveur.

Les coopérations internationales dans lesquelles la formation est susceptible de puiser ses recrutements peuvent contribuer à cette attractivité. On remarque ainsi, le Programme de master conjoint Erasmus Mundus en développement territorial durable (2026-2022) avec l'Università degli Studi di Padova (Italie), la Katholieke Universiteit Leuven (Belgique), l'Universidade Católica Dom Bosco (Brésil), l'Université du Caire (Égypte), l'Université de Johannesburg (Afrique du Sud.) l'Université Ouaga (Burkina Faso), l'Association of Local Democracy Agencies (Strasbourg-France), la Via Tourism Academy, (Mechelen-Belgique), SEBRAE/MS Serviço de Apoio à Micro/Pequenas Empresas de Mato Grosso do Sul (Brésil), mais aussi les accords divers avec l'Université Galatasaray (Turquie), l'Université del Salvador (Buenos Aires) et l'Université du Caire.

Organisation pédagogique

L'organisation pédagogique fait apparaître une structure arborescente, avec un M1 unique apportant les connaissances fondamentales communes permettant de mener les étudiants à plusieurs parcours offerts en M2. En moyenne, 500 heures équivalent-travaux dirigés sont dispensées en M1 et plus de 400 heures en M2. Bien que deux des parcours en M2 soient annoncés axés sur la recherche, l'ensemble des parcours est censé permettre aux diplômés d'accéder à des métiers dans la banque, la finance, l'assurance et l'audit.

Le dossier montre de façon synthétique l'architecture de la formation avec les lieux de la formation selon les différents parcours. Il indique aussi les différents responsables de la mention du M1 et des parcours du M2. En dehors du parcours CCRB, qui est en alternance avec le soutien du CFPB (ce sera le cas également du futur parcours GESER), tous les autres parcours sont en formation initiale. Le parcours BF prévoit un stage obligatoire à partir du mois d'avril pour la validation du diplôme. Les deux autres parcours proposent le stage comme unité d'enseignement optionnelle. Même si ce n'est pas indiqué de manière explicite dans le dossier, on suppose qu'un mémoire de recherche est prévu (au moins pour les parcours recherche). Il est aussi mis en place pour les meilleurs étudiants du M2 une préparation aux études doctorales sous la forme d'un supplément de diplôme comprenant un ensemble d'enseignements et la rédaction d'un projet de thèse ; ce qui apparaît comme un très bon accompagnement pédagogique et scientifique (à noter que cela concerne tous les étudiants de M2 de l'Ecole d'économie de la Sorbonne).

Les documents fournis ne donnent pas d'information précise sur le processus de validation des acquis professionnels ni sur le processus de suivi des stages. La fiche RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles) et les annexes aux diplômes renseignent sur les matières enseignées, mais ne donnent pas d'information sur l'utilisation des pédagogies innovantes. L'internationalisation apparaît forte mais renseignée de façon indirecte (cf. rubrique ci-dessus).

L'anglais apparaît comme un apprentissage important mais ses modalités pédagogiques ne sont pas précisées.

Pilotage

L'équipe pédagogique est composée d'enseignants en poste dans l'établissement dont quatre professeurs (Pr) et trois maîtres de conférences (MCF). Le dossier mentionne aussi que 60 % des enseignements sont assurés par des praticiens. Il est évoqué un bureau des stages commun à la licence et aux masters qui accompagne les étudiants dans leur démarche et dans le suivi des stages. Les documents ne fournissent pas d'autres précisions à ce sujet.

Parallèlement, on peut lire dans le dossier qu'il y a une équipe internationale, un comité stratégique en charge de la recherche et du recrutement, un conseil de perfectionnement et un comité de réflexion comprenant des étudiants. Mais cette information est générale sur l'ensemble de l'Ecole d'économie de la Sorbonne et ne contient pas de précision sur les masters en général et sur le master MBFA en particulier. Il n'y a pas non plus de précision sur le suivi des compétences ni sur le suivi des diplômés.

Résultats constatés

Le master accueille en moyenne 150 étudiants en première année. Les effectifs annoncés sont de 20 étudiants dans le M2 FE et de 15 étudiants dans le M2 EF. Il n'y a pas d'autres informations qui permettraient d'établir un bilan de l'évolution des effectifs ni de leur insertion.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Reconnaissance scientifique et professionnelle dans le domaine.
- Encadrement pédagogique de qualité.
- Structure arborescente solide.

Principaux points faibles :

- Encadrement et suivi des étudiants non évalués.
- Insertion professionnelle des diplômés non évaluée.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Il est difficile de proposer des recommandations dans la mesure où les documents fournis sur le master MBFA ne contiennent que très peu d'informations sur les différents aspects de la formation. Il apparaît que la formation a de réels atouts et présente une attractivité appuyée par une équipe et un cadre de gouvernance collectivement organisée, avec une orientation internationale certaine. Mais il est difficile d'en apprécier quantitativement et historiquement la mesure.



FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES
SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

Le master mention *Sciences économiques et sociales* de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, intégré à l'École d'économie de la Sorbonne (EES), est une formation en deux ans qui s'articule autour de six parcours, déclinés à l'issue d'une première année (M1) commune :

- *Histoire de la pensée économique* (HPE), offert en partenariat avec les universités Paris 8, Paris 10, d'Évry ainsi que l'École normale supérieure de Cachan ;
- *Économie et sciences humaines* (ESH) ;
- *Chargés d'études économiques et sociales* (CEES) ;
- *Communication et information économiques* (CIE) ;
- *Formateurs en sciences économiques et sociales et en économie-gestion* (FSESG) ;
- *Cadres de la mutualité, des assurances et de la prévoyance* (CAMAP), ouvert à un public de formation continue.

Elle forme principalement, en fonction des parcours suivis, de futurs doctorants (HPE, ESH), des chargés d'études ou de recherche (CEES), des journalistes ou rédacteurs économiques (CIE) ou prépare aux agrégations de sciences économiques et sociales et d'économie-gestion (FSESG).

ANALYSE

Finalité
Le dossier allégé (ainsi que son incohérence interne, le nombre de parcours de la mention variant selon les documents) rend particulièrement malaisée son analyse. Les connaissances visées au sein des parcours ne sont pas exposées ni les contenus des enseignements supposés permettre de les acquérir ; les intitulés évoqués

suggèrent en revanche une assez bonne cohérence entre les objectifs professionnels visés et les enseignements proposés en deuxième année (M2). On peut également noter la variété des différentes thématiques de formation du domaine économique et social structurées par métiers (chercheur, chargé d'études, enseignant, journaliste...). Établie selon une architecture ancienne de type maîtrise (M1) / DEA – DESS, (M2), la construction des parcours n'apparaît qu'en seconde année. Cela questionne en retour la pertinence et la cohérence des enseignements de première année en fonction des parcours visés.

Ces finalités offrant un panel extrêmement large, on peut douter que la formation constitue une mention intégrée ; elle semble plutôt apparaître comme une concaténation de formations indépendantes. Cette absence d'identité commune des parcours de cette mention transparait également dans l'adossement à la recherche, pourtant conséquent, mais hétérogène selon les parcours de M2, l'équipe d'accueil (EA) Philosophie, histoire et analyse des représentations économiques (PHARE) et l'unité mixte de recherche (UMR) Centre d'économie de la Sorbonne, constituants les deux principales structures d'adossement.

Positionnement dans l'environnement

Les masters les plus proches géographiquement restent inconnus car non recensés dans le dossier. C'est en particulier le cas des masters *Métiers de l'enseignement, de l'éducation, et de la formation* (MEEF) de l'académie, potentiellement concurrents. Il n'est pas, de même, possible de juger si la formation n'entre pas en concurrence avec d'autres formations de l'établissement ; cependant la référence à la mention *Administration économique et sociale* qui partagerait avec la formation quatre des six parcours, rend l'architecture globale peu compréhensible. Les différents parcours de M2 sont adossés à des laboratoires reconnus offrant ainsi un environnement riche en matière de recherche. L'environnement socio-économique est peu décrit. La coopération avec d'autres universités et écoles se trouve en revanche affirmée, de manière récurrente, sans évoquer toutefois les objectifs et la nature de ces collaborations. La coopération internationale est également affichée mais le dossier n'évoque pas suffisamment la facilitation des mobilités étudiantes.

Organisation pédagogique

L'organisation pédagogique n'est guère lisible, la formation s'articulant autour d'une première année commune (à l'exception d'une unité d'enseignement libre au choix de l'étudiant), et d'une spécialisation totale en M2. Cette indifférenciation des enseignements en M1 questionne naturellement la pertinence des enseignements proposés lors de ces deux premiers semestres, qui peuvent difficilement préparer à une si grande diversité de parcours de M2. La mention *Sciences économiques et sociales* ne montre pas en détail les passerelles avec d'autres mentions de master du domaine de l'économie ou des sciences de gestion, et le caractère « commun avec la mention *Administration économique et sociale* » n'est pas documenté. Les modalités d'enseignement mises en place paraissent habituelles au vu des quelques informations fournies. Les différents dispositifs d'accueil des étudiants, hormis ceux des étrangers de langue native anglaise, ne sont pas explicités. L'internationalisation de la formation est évoquée avec force via les partenariats avec les établissements intégrés à différents programmes comme les conventions avec des universités turque, italienne, argentine, égyptienne. En revanche, la réalité de la mobilité des étudiants (entrante ou sortante) n'est pas démontrée par des éléments statistiques.

Pilotage

L'équipe pédagogique est diversifiée, regroupant principalement économistes, sociologues et politistes, en cohérence avec le champ des sciences économiques et sociales, et le master bénéficie d'un bon niveau d'encadrement en enseignants-chercheurs. Cette équipe apparaît cependant plus comme la somme des équipes propres aux parcours de M2 dont on ne peut pas juger du caractère commun, coordonné ou totalement indépendant. À ce titre, la question sensible compte tenu du choix d'architecture du pilotage au niveau de la première année n'est pas documentée. Le conseil de perfectionnement mis en place se réunit annuellement. On ignore par contre sa composition et l'absence de diffusion de compte-rendu empêche de savoir s'il joue pleinement son rôle et si les étudiants et les personnalités extérieures y sont actifs. L'évaluation (enjeux, modalités, statistiques) des enseignements par les étudiants n'est pas affichée. Faute de maquettes précises, au-delà de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) qui malheureusement ne couvre que quatre des six parcours proposés, les modalités de contrôle des connaissances ne sont pas précisées, pas plus que ne le sont les fonctionnements des jurys. Aucun portfolio d'expériences et de compétences n'est proposé à la lecture. Enfin, aucun dispositif de mise à niveau des étudiants entrants, sauf ceux étrangers de langue native anglaise, ne semble mis en place.

Résultats constatés

Les statistiques, sur le devenir des diplômés, en études doctorales, en insertion professionnelle directe ainsi que les résultats obtenus aux concours de l'enseignement secondaire visés, les taux de réussite et d'abandon, ne sont pas documentées, de même que l'origine et le nombre des effectifs entrants, ce qui ne permet pas d'apprécier l'attractivité et l'effectivité des débouchés de la formation.

Cela rend notamment impossible l'évaluation de la cohérence des débouchés avec les objectifs de la formation. Des informations plus détaillées sur le réseau des anciens, porté par l'Association Sorbonne Economistes, auraient été bienvenues.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Bonne formation à et par la recherche.
- Nombre important d'enseignants-chercheurs de disciplines variées participant à la formation.
- Diversité des finalités professionnelles visées.

Principaux points faibles :

- Absence de spécialisation progressive en première année.
- Problème de cohérence entre les objectifs très divers des parcours de M2 et l'uniformité du M1.
- Positionnement ambigu avec la mention de master AES de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ainsi qu'avec les masters MEEF à proximité.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le master de Droit, économie, gestion mention *Sciences économiques et sociales* de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne semble correspondre, aux vues des parcours et des métiers visés à une formation pertinente. L'articulation M1 et M2 mériterait d'être repensée de manière à permettre une spécialisation plus progressive. Le positionnement du master vis-à-vis du master AES gagnerait également à être clarifié. La fiche RNCP devrait couvrir l'ensemble des parcours proposés.



FICHE D'ÉVALUATION D'UNE FORMATION PAR LE HCÉRES
SUR LA BASE D'UN DOSSIER DÉPOSÉ LE 21 SEPTEMBRE 2017

Cette évaluation a été effectuée sur la base de dossiers allégés qui ne contenaient pas toutes les informations habituellement demandées. Tous les items du référentiel Hcéres n'ont donc pas pu faire l'objet d'avis évaluatifs.

MASTER ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

Établissement : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRÉSENTATION DE LA FORMATION

Le master *Études du développement* (ED) est porté par l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) de l'Université Paris1 Panthéon-Sorbonne (P1PS) et vise à la pluridisciplinarité. La formation s'étend sur quatre semestres et propose six parcours en seconde année de master (M2). Deux parcours indifférenciés se rattachent au domaine Droit, économie, gestion (DEG) : *Développement agricole et politiques économiques* et *Expertise économique des politiques et projets de développement* ; et quatre parcours se rattachent au domaine Sciences humaines et sociales (SHS). Trois d'entre eux sont indifférenciés *Développement social et économique : travail, formation, santé*, *Développement local : acteurs, mobilisations et territoires* et *Crises : interventions d'urgence et actions de développement* et un parcours est orienté recherche en SHS *Sociétés en développement et recompositions politiques*. La mention ED propose des spécialisations progressives mais précises qui débutent dès le second semestre (S2) de première année (M1) pour les cinq parcours indifférenciés pour se poursuivre en M2. Le parcours recherche apparaît en M2. Les cours ont lieu à Nogent-sur-Marne dans les locaux de l'IEDES.

ANALYSE

Finalité

Les compétences communes à l'ensemble des parcours ainsi que les objectifs professionnels propres sont clairement énoncés. Sont distingués, lorsque cela est pertinent, les objectifs et compétences associés au parcours recherche et aux parcours indifférenciés. Il est appréciable que ces derniers intègrent aussi une dimension formation à la méthodologie de recherche.

Les six parcours visent respectivement des publics hétérogènes et chaque parcours cible clairement des débouchés différents. Chacun propose des spécialisations en termes d'enseignements qui s'articulent à des compétences communes larges justifiant ainsi leur différenciation.

Les compétences visées sont précisément décrites dans les fiches du répertoire national des certifications professionnelles et les débouchés sont clairement identifiés pour chacun des parcours.

Positionnement dans l'environnement

La formation présente une articulation claire avec la recherche dans le domaine de compétence visé. Les enseignants-chercheurs qui constituent l'équipe pédagogique sont issus de champs disciplinaires différents au sein des SHS (sociologie et démographie, économie, géographie), ce qui garantit la réalité de l'interdisciplinarité de la formation. Ils sont membres de l'unité mixte de recherche - UMR Développement et société avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD), qui est reconnue dans le domaine du développement. La formation apparaît bien insérée dans son environnement comme le montrent les différentes coopérations et partenariats mentionnés dans le dossier. Ils témoignent de la robustesse du réseau dans lequel cette formation est insérée. Sont ainsi nommés dans le cadre national : le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Agence française du développement (AFD), l'Université Paris Diderot, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et dans un cadre international l'université d'Ottawa (Canada), l'Université libre de Bruxelles, l'Université Catholique de Louvain pour lesquelles des conventions de mobilité étudiante existent. On peut regretter le manque de partenariats avec des universités des pays en développement qui seraient pourtant pleinement justifiés au vu des thématiques développées. De plus, compte tenu de cette spécialisation, il aurait été intéressant de connaître les relations avec les pays du Sud d'une façon précise mais aussi les liens éventuels avec la mention *Économie du développement* du master d'économie proposé par l'université P1PS.

Organisation pédagogique

La spécialisation est progressive avec un tronc commun au premier semestre (S1) et des spécialisations à partir du S2. Différentes options sont proposées afin que l'étudiant choisisse ce qui correspond le mieux à son futur parcours professionnel. Des enseignements diversifiés en économie, sociologie, anthropologie, géographie, gestion, écologie sont proposés. Ils permettent aux étudiants de se forger un large panel de compétences rattachées à différentes disciplines dans le domaine des SHS.

L'initiation à la recherche est présente avec des séminaires, préparation à la rédaction d'articles, et en raison du lien explicite avec les organismes de recherche.

La professionnalisation se fait grâce à des stages et aux interventions de professionnels. Il est cependant surprenant qu'un seul cours soit proposé en anglais. Il ne concerne qu'un seul parcours que le dossier ne permet pas d'identifier. De même, l'enseignement des langues ne semble pas valorisé, ainsi que l'utilisation du numérique. Une partie des étudiants fait un stage à l'étranger mais comme la mobilité entrante est assez forte, on ne sait pas s'il s'agit d'étudiants français faisant une expérience à l'international, ou d'étudiants étrangers faisant un stage dans leur pays. S'agissant de la mobilité sortante, les étudiants bénéficient des conditions offertes à tous les étudiants de P1PS et spécifiquement de la possibilité de faire une mobilité à l'université d'Ottawa.

Les fiches ADD (annexes descriptives au diplôme) décrivent un septième parcours *Travail, emploi et développement* proposé en formation continue, mais dont l'articulation avec les précédents n'est pas décrite dans le reste du dossier.

Pilotage

Le dossier simplifié fourni ne permet pas d'évaluer le pilotage de la formation. Seule la composition de l'équipe pédagogique est donnée : elle comprend trois professeurs et sept maîtres de conférences, elle est aidée par deux attachés temporaires d'enseignement et de recherche et un responsable des stages. Cependant, les intervenants extérieurs sont nombreux, divers et clairement identifiés.

Résultats constatés

L'attractivité est illustrée par le nombre important d'étudiants : de 60 à 80 en M1, plus de 120 demandes en M2 et l'accroissement des demandes de la part des étudiants étrangers qui représentent en 2016/2017 plus de 40 % des effectifs totaux. On ne dispose cependant que d'informations parcellaires concernant uniquement les deux dernières années, les taux de réussite et les taux d'insertion même pour cette période ne sont pas indiqués, ce qui interdit d'apprécier réellement l'évolution des résultats et l'attractivité de la formation.

CONCLUSION

Principaux points forts :

- Bonne articulation des spécialités.
- Bonne intégration à la recherche et aux milieux professionnels.
- Formation qui s'appuie sur des enseignements pluridisciplinaires en SHS.

Principaux points faibles :

- Peu d'enseignement des langues.
- Pas de relations contractualisées avec des universités des pays en développement.

ANALYSE DES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Ce master est sur une bonne dynamique mais on pourrait suggérer une diversification des partenariats avec les pays du Sud, ainsi qu'une plus grande importance accordée à l'enseignement des langues et aux outils numériques.

Pour bien marquer les spécificités des domaines en DEG et SHS, on pourrait suggérer de renforcer l'enseignement de l'économie dans les deux parcours DEG, car ils apparaissent dans les maquettes comme quelque peu généraux, particulièrement dans le parcours en expertise économique.

OBSERVATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

Paris, le 6 Mars 2018

Réponse du Président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne au rapport d'évaluation des Champs Economie et Etudes du développement

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne souhaite exprimer sa surprise et son incompréhension au regard de nombreuses remarques formulées au sein des rapports d'évaluation de l'Hceres. En effet, leur lecture laisse à penser que les experts auraient rencontré des difficultés à juger de la qualité de l'offre de formation, voire auraient été dans l'incapacité de le faire, en raison de l'incomplétude des informations fournies par l'Université. Ces remarques peuvent donner le sentiment aux lecteurs d'un manque de sérieux dans la rédaction du bilan de notre institution, ce qui est inexact.

Les informations fournies par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne à l'Hceres lors de cette phase d'auto-évaluation, n'ont pas été celles qui sont habituellement transmises en raison d'un accord entre la direction de l'Hceres et l'Université, accord qui est implicitement cité dans les rapports, mais qui n'est pas clairement détaillé aux yeux des lecteurs.

Il est alors utile de préciser le contexte de l'évaluation de l'offre de formations de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Tout d'abord, la mise en place de l'offre de master de l'Université date du 1er septembre 2016. En effet, la précédente évaluation et l'accréditation des formations par le Ministère qui en a découlé, ont eu lieu au moment où le nouvel arrêté relatif aux mentions de master a été adopté. L'Université Paris 1 ayant fait le choix d'adapter immédiatement son offre de formations, celle-ci n'a pu être mise en place qu'à la rentrée 2016. Les dossiers « bilan » de l'évaluation devant être construits au printemps 2017 pour pouvoir être adoptés par les conseils et déposés dans Pélican à la rentrée 2017, l'absence de recul et de visibilité paraissaient rendre les conditions de l'évaluation difficiles en l'absence d'au moins une année entière de pratique. De plus, l'évaluation était concomitante à la sortie de l'Université de sa Comue, Hesam. Dès lors, un accord avait alors été conclu, entre l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'Hceres, accord selon lequel l'Université restait néanmoins évaluée dans la vague D, mais, en ce qui concerne les formations, sur la base d'un dossier simplifié, fortement « allégé » pour l'évaluation des masters. C'est sur la base de cet accord que l'Université a construit et transmis à l'Hceres ses dossiers. Il ne devrait donc pas être tenu rigueur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne de ne pas avoir transmis les informations habituelles.

Enfin, les regroupements de champs qui ont été opérés dans les rapports, ne nous semblent pas mettre en valeur les spécificités de notre offre de formation. Dès lors, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne regrette l'image erronée que véhiculent ces rapports, qui ne correspond pas à la réalité de l'investissement des collègues et des services internes et transmettra des éléments d'information

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

complémentaires aux experts dans la phase « projet » afin de répondre aux questionnements formulés dans le bilan.

Réponse spécifique au Champ Economie

Il est à noter que l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne a eu une procédure d'évaluation HCERES adaptée pour son offre de Master puisque celle-ci a été mise en place qu'en Septembre 2016. Seules les fiches AOF des mentions de master ont été demandées pour l'offre de master. L'analyse de notre bilan nous a permis de repenser notre offre de formation qui sera proposée dans notre projet en vue de l'accréditation 2019-2024, et nous avons ainsi anticipé certaines remarques et recommandations du comité HCRES et nous remercions les experts pour leur avis et leurs propositions.

Positionnement de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans l'environnement académique en économie

L'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne est une des seules universités françaises à offrir le choix aux étudiants de se spécialiser soit en économie soit en gestion. Elle offre aussi à l'économie un environnement pluridisciplinaire qui amène à des collaborations en termes de recherche et de formation. Ces collaborations permettent à nos étudiants de mieux comprendre la complexité des phénomènes que doit aborder l'économie comme le changement climatique, le développement territorial, les questions d'équité, etc.

Cet environnement spécifique explique la structure de notre offre de formation précédente et celle de notre projet qui est ainsi soumis pour 2019-2014 :

- Garder et afficher une cohérence disciplinaire en renforçant les enseignements relatifs aux questions de valeur et de coordination ; le projet de licence a intégré une progression des enseignements sur les années de licence en étudiant les complémentarités entre la microéconomie, et la macroéconomie, en élargissant à de nouveaux enseignements comme l'économie expérimentale et comportementale, en renforçant le cours de macroéconomie financière ; ce corpus a été défini sur la base de blocs de compétences (analytiques, thématiques, outils et méthodes) qui sont offerts à tous les étudiants sans les distinguer dans des parcours ou des filières par niveau (contrairement à ce qui se fait dans d'autres départements d'économie en Ile de France).
- Développer la pluridisciplinarité : d'une part en renforçant les doubles licences par la dé-suspension de la double licence économie-sciences politiques, et par la mise en place de cours spécifiques de mathématiques et de statistiques ; d'autre part en offrant à tous les étudiants de licence l'accès à la multi-disciplinarité par la mise en place de mineures (un enseignement dans une autre discipline suivie du S1 au S5). Ces enseignements disciplinaires seront spécifiquement dédiés aux économistes et pensés en complémentarité à l'économie.

Positionnement par rapport aux métiers et à notre mission d'insertion professionnelle

Notre projet de formation en licence et en master s'est appuyé sur un bilan et un diagnostic des métiers auxquels prépare la licence et les masters d'économie. Ces données sont fournies par l'ORIVE. Il est ressorti les points suivants :

Les compétences du métier d'économistes s'appuient sur deux piliers : des compétences analytiques et quantitatives transversales (micro, macro, statistiques, maths, économétrie, modélisation) et des compétences sectorielles (banque, finance, protection sociale, économie locale, transports, consultant, etc). Ainsi la licence doit donner aux étudiants des bases solides pour les compétences transversales en les complétant par des enseignements sur des thématiques et des secteurs différents. A l'inverse, l'accent doit être mis en master sur les compétences sectorielles en renforçant les compétences analytiques et quantitatives acquises en licence. C'est pourquoi nous avons gardé une offre de master sur des mentions relatives à des secteurs économiques (banque, économie internationale, etc). Certaines mentions de master mutualisent les compétences analytiques et quantitatives (ex : économétrie pour les mentions Economie Appliquée et Sciences Economiques et Sociales). Des mutualisations sont mises en place pour certains parcours quand ils nécessitent un renforcement thématique pour certains métiers. Cette approche « débouchés » explique le basculement du parcours de M2 « communication et journalisme » de la mention SES dans la mention Banque Finance puisque les débouchés de ce parcours sont depuis Trois années ciblés dans les secteurs bancaires et financiers.

Ce découpage des mentions en thématique ou secteur d'activité se voit étayé par le fait que ces mentions sont portées par des EC appartenant à des axes de recherches solides et clairement identifiés en thématique.

Cette approche « métiers » a été au cœur de la volonté de mettre en place en L3 et en M2 (dernière année de cycles) des ateliers « professionnalisant » encadrés par le SCIUO et en partenariat avec l'APEC. Ces ateliers permettront à l'étudiant de comprendre comment les compétences acquises à l'université (savoir, savoir-faire et savoir-être, compétences à identifier par le contenu des apprentissages mais également par leur mode d'évaluation) mais également lors de ses activités en dehors de l'université (stages, activités associatives, etc.) sont en adéquation avec les compétences des métiers correspondant à son projet professionnel.

Positionnement par rapport à l'auto-évaluation

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne a défini les modes de composition du comité de perfectionnement et ses attributions de manière uniforme au niveau de l'établissement. Les conseils de master et le conseil de mention sont au cœur du dispositif d'autoévaluation.

Toutefois, le conseil des mentions de master mis en place lors de la précédente accréditation fonctionne comme un lieu où sont faits les bilans des mutualisations, les partages d'expérience, les possibilités de partenariats, une évaluation des opportunités à passer en apprentissage ou non.

C'est une instance collégiale qui est un lieu de discussion et de partage qui permet de se positionner en temps réel sur les relations avec nos partenaires académiques, publics et privés, tout en comprenant mieux les problématiques des étudiants.

Au niveau de la licence, la nouvelle offre de formation a été définie sur la base de constitutions d'ateliers, suivis de séances collectives de restitution et de discussions.

Nous voudrions également mettre en place une évaluation systématique et harmonisée des évaluations des formations tant en termes de stratégie interne que de stratégie externe (positionnement dans le paysage académique, débouchés métiers, partenariats).

Les différentes instances de gouvernance mises en place depuis deux ans et demi permettent une meilleure circulation de l'information et une meilleure coordination entre la direction de l'EES, la direction de la Licence, le conseil des mentions et l'Ecole doctorale. Les problèmes sont étudiés et résolus en commun (répartition des services par exemple, liens avec les partenaires).

Ces évaluations internes nous permettraient de travailler plus finement sur les pédagogies innovantes.

Nous avons identifié que :

1. Les EPI (Espaces Pédagogiques Interactifs) sont un outil très utilisé par nos usagers ;
2. Les besoins en numérique reposent essentiellement sur la constitution d'une bibliothèque « virtuelle » rassemblant à un dictionnaire numérique : un concept expliqué en 5 ou 7 mn à l'aide d'une vidéo ;
3. Les pédagogies innovantes très appréciées par les étudiants sont les études de cas et les jeux de rôle : elles sont à développer.
4. Nous testons des pédagogies interactives ayant recours aux outils numériques pendant les cours magistraux (questions posées par SMS à l'EC).

Nous bénéficions du soutien et des conseils de la DSIUN sur ce volet des pédagogies innovantes.

Ce service offre des formations, ces dernières étant obligatoires pour tous les nouveaux recrutés à Paris 1.

Réponse spécifique au Champ Etudes du Développement

La direction de l'IEDES, en charge du champ Etudes du développement, souhaite ajouter les éléments suivants :

1- Conformément à ses missions statutaires alliant activités de formation, de partenariats internationaux, de recherche et de publication sur la mention Etudes du développement, l'IEDES travaille depuis 2010 à établir des liens pérennes avec les universités des pays tiers d'où provient un nombre régulier d'étudiants, notamment issus d'universités africaines francophones. Cette coopération permet d'appuyer la structuration de filières académiques de qualité dans les pays dits en développement, de faciliter les échanges universitaires et des activités communes.

Une première convention a ainsi été signée en 2010 avec l'Université Général Lansana Conté (GLC-SC) de Sonfonia – Guinée-Conakry pour la création et appui au démarrage d'un parcours de master Etudes du développement : Acteurs sociaux et développement local.

Sur la base de cette expérience réussie, une Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir, a été créée en juillet 2017. Aux côtés de l'IEDES et du partenaire guinéen, la Chaire contractualise ainsi des relations fortes avec quatre autres membres académiques fondateurs : l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan – Côte d'Ivoire, l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Ouaga 1, Pr. Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso), le Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) – Belgique et l'École de développement international et mondialisation (EDIM) de l'Université d'Ottawa – Canada. Ce réseau est appelé à se consolider au cours du prochain contrat quinquennal.

2- Le master mention Etudes du développement SHS et DEG est porté par l'IEDES, composante de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, et s'appuie sur les instances de pilotage statutaires de l'Institut (Direction et Comité directeur, Conseil d'Enseignement et de recherche, Conseil d'administration, Conseil d'orientation M1>M2 avec une participation paritaire des étudiants de M1, M2 et doctorants.

3- L'attractivité du master mention Etudes du développement SHS et DEG est forte et stable. A titre indicatif, pour l'année 2017-18, le système e-candidat, mentionne pour l'IEDES 364 candidatures en M1 et 312 en M2 dites « directes » ; les étudiants ayant validé leur M1 poursuivent en M2 de droit.

4- Les parcours de M2 sont tous ouverts à la formation continue depuis la rentrée 2017-18 ; ce dispositif annule et remplace ainsi l'existence du parcours Travail emploi et développement économique.

5- Les débouchés et taux d'insertions des diplômés du master mention Etudes du développement sont solides tels que spécifiés en détail par parcours de M2 sur le lien suivant de l'ORIVE :

https://www.pantheonsorbonne.fr/fileadmin/Orive/Insertion/2014/Livrets/15_IEDES_Enquete_IP_Master_2014_Livret.pdf

Georges Haddad
Président



Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des coordinations territoriales

Évaluation des établissements

Évaluation de la recherche

Évaluation des écoles doctorales

Évaluation des formations

Évaluation à l'étranger



2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr

[@Hceres_](https://twitter.com/Hceres_)

[Hcéres](https://www.youtube.com/Hceres)